

ANALYSE DES EFFETS DES SOLDES BUDGETAIRES SUR LA CROISSANCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE, CAS DE LA R.D CONGO, DE 2000 A 2025 : UNE VERIFICATION EMPIRIQUE DE L'ARBITRAGE DES APPROCHES KEYNESIENNE TRADITIONNELLE OU NEOKEYNESIENNE

Rolly MBO MOTEMA

Apprenant en DEA II, en Option Economie Publique et Développement Durable,
Département d'Economie, UNIKIN

rollymbo79@gmail.com

Résumé : Cette étude analyse l'impact des soldes budgétaires sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) entre 2000 et 2025, en lien avec les ODD 8 et 10. La méthode Fully Modified Ordinary Least Squares (FMOLS) est utilisée pour estimer les effets à long terme du solde budgétaire sur le PIB réel, en tenant compte des IDE, de la dette publique et des contraintes institutionnelles. Les résultats montrent que les excédents budgétaires soutiennent la croissance via la crédibilité macroéconomique et la soutenabilité de la dette, tandis que les déficits ont un effet modérément négatif. Les IDE créateurs de valeur ajoutée stimulent également la croissance, alors que la dette excessive et l'inflation freinent le développement. Ces résultats offrent des repères pour une politique budgétaire favorable à la croissance durable dans un contexte de fragilité institutionnelle.

Mots-clés : Soldes budgétaires (Excédent et/ou déficit budgétaires), croissance économique

ANALYSIS OF THE EFFECTS OF BUDGET BALANCES ON ECONOMIC ACTIVITY GROWTH: THE CASE OF THE DR CONGO (2000–2025) AN EMPIRICAL TEST OF THE TRADE-OFF BETWEEN TRADITIONAL KEYNESIAN AND NEW KEYNESIAN APPROACHES

Abstract: This study analyzes the impact of fiscal balances on economic growth in the Democratic Republic of the Congo (DRC) between 2000 and 2025, in relation to SDGs 8 and 10. The Fully Modified Ordinary Least Squares (FMOLS) method is used to estimate the long-term effects of the fiscal balance on real GDP, accounting for FDI, public debt, and institutional constraints. The results show that fiscal surpluses support growth through macroeconomic credibility and debt sustainability, whereas deficits have a moderately negative effect. Value-added-generating FDI also stimulates growth, while excessive debt and inflation hinder development. These findings provide guidelines for a fiscal policy conducive to sustainable growth within a context of institutional fragility.

Keywords : Fiscal balances (budget surpluses and/or deficits), economic growth

Introduction

Depuis l'Antiquité jusqu'à la révolution industrielle, la quête d'une croissance économique élevée a constitué un objectif central pour assurer la prospérité des nations. Si les approches classiques privilégient l'autorégulation des marchés (Mankiw, 2021), l'expérience historique, notamment la crise de 1929 et plus récemment les chocs de 2008

et la pandémie de COVID-19, a démontré les limites du laissez-faire et mis en évidence le rôle crucial de l'intervention étatique dans le soutien de la demande globale (Stiglitz, 2020). Dans ce contexte, la politique budgétaire émerge comme un instrument essentiel, permettant de mobiliser les ressources publiques pour financer les infrastructures, l'éducation, et stimuler l'investissement privé, tout en veillant à la stabilité macroéconomique. RDC¹, en tant que pays en développement caractérisé par des contraintes institutionnelles, financières et structurelles importantes, constitue un terrain d'analyse pertinent pour évaluer l'efficacité des soldes budgétaires sur la croissance économique. Malgré l'abondance de ses ressources naturelles, notamment minières (faisant d'elle aujourd'hui, le centre névralgique de la transition énergétique, de l'énergie fossile vers l'énergie solaire ; avec en toile de fond ses minerais critiques : cuivre et cobalt ; de la revanche voire l'avantage comparatif de la géographie et son sous-sol), l'économie congolaise reste fortement dépendante du secteur extractif, exposant les finances publiques à une volatilité liée aux fluctuations des prix internationaux. À cela s'ajoutent une base fiscale étroite et un système financier peu développé, limitant la mobilisation efficace des ressources internes (Banque mondiale, 2022 ; FMI, 2023). Par ailleurs, la persistance des conflits armés dans l'Est du pays accentue les déséquilibres budgétaires, en entraînant une hausse des dépenses sécuritaires et humanitaires, tout en réduisant l'espace fiscal (les recettes publiques), d'autant plus qu'une partie de l'activité économique échappe au contrôle de l'État. (Pays post conflit et Etat fragile).

Le rapport de la Banque Mondiale a alerté en Mars 2026, que les pressions budgétaires se sont intensifiées en 2025. Le déficit budgétaire global étant passé de 1,9 % du PIB en 2024 à environ 2,9 % en raison de l'augmentation des dépenses de sécurité et de salaire dans le secteur public conjuguée à une baisse des recettes fiscales dans les zones touchées par ce conflit. Ce rapport met en évidence le triplement des dépenses d'une année à une autre, atteignant 3,4 % du PIB en 2025, et cela en réaction à l'insécurité dans l'Est du Pays. Il sied de rappeler que l'invention originelle de J.M Keynes se fonde sur le gonflement de la demande globale pour faire quitter l'économie dans la trajectoire de la récession de 1929. Dans cette même lignée, l'économiste R Musgrave, alerta, qu'outre les actions régaliennes des pouvoirs publics, les interventions de ces derniers via la politique budgétaire, dans la sphère économique devront être cristallisées sur : i) l'allocation des ressources pour l'économie, ii) la redistribution de facteurs de production et iii) la stabilisation de l'économie face aux fluctuations de la conjoncture. Ce faisant, le solde budgétaire apparaît comme un levier central pour assurer la soutenabilité des finances publiques et soutenir l'investissement productif. L'importance de cette problématique est renforcée par l'engagement de la RDC dans les ODD² 8 et 10, qui exigent une politique budgétaire capable de concilier croissance économique, stabilité macroéconomique et réduction des inégalités (Banque mondiale, 2022 ; FMI, 2023 ; PNUD, 2024). Cette étude utilise la méthode Fully Modified Ordinary Least Squares (FMOLS)³ afin d'estimer les effets à long terme (LT) du solde budgétaire sur le PIB réel de 2000 à 2025 en RDC. Ce choix méthodologique permet de corriger les problèmes d'endogénéité et d'auto-corrélation liés à la causalité inverse entre solde budgétaire et croissance, garantissant des coefficients cohérents et robustes sur le long terme (Phillips & Hansen, 1990 ; Elbadawi & Kaltani, 2021). L'analyse se situe à l'interface des deux principaux courants théoriques : la théorie

¹ La République démocratique du Congo

² Objectifs de Développement Durable

³ La méthode des moindres carrés ordinaires pleinement modifiés

keynésienne traditionnelle, qui prédit qu'un déficit budgétaire stimule la demande globale et la croissance : gonflement de la demande globale secrétant la croissance ; à contrario, un excédent budgétaire dégonfle la demande globale et ne produit pas la croissance. En revanche, la nouvelle école keynésienne, vient contredire le maître, pour cette nouvelle école keynésienne, l'excédent budgétaire gonfle la demande globale et secrète la croissance économique, en convertissant les excédents récessifs aux excédents expansionnistes, mettant en avant-plan, l'impact positif d'un excédent budgétaire sur la crédibilité macroéconomique et la soutenabilité des finances publiques (Alesina & Perotti, 2020 ; Woodford, 2021).

La contribution de cette étude est triple : (i) fournir une évaluation empirique à long terme de l'effet des soldes budgétaires sur la croissance économique en RDC, un contexte peu étudié dans la littérature récente, en mobilisant la méthode des moindres carrés ordinaires pleinement modifiés (FMOLS), qui permet d'estimer de manière robuste les relations de long terme entre le solde budgétaire et le PIB réel sur la période 2000–2025 ; (ii) vérifier les hypothèses keynésiennes classiques et modernes à la lumière des données locales ; et (iii) informer les décideurs sur l'orientation optimale de la politique budgétaire pour soutenir les objectifs des ODD, en considérant la dynamique des investissements directs étrangers et la soutenabilité de la dette publique. Les résultats permettront de déterminer si la croissance en RDC est davantage stimulée par des déficits budgétaires ciblés ou par des excédents crédibles, offrant ainsi un cadre d'analyse stratégique pour les politiques économiques à long terme.

1. Revue de la Littérature

1.1. Revue théorique

Cette section ne vise pas à reprendre les développements du cadre théorique, mais à présenter les principaux mécanismes analytiques permettant d'interpréter les résultats empiriques relatifs à l'effet du solde budgétaire sur la croissance économique. La littérature théorique mobilise généralement deux cadres d'analyse complémentaires. D'une part, les approches inspirées de l'analyse keynésienne considèrent la politique budgétaire comme un instrument de stabilisation conjoncturelle, dans lequel les déficits publics peuvent soutenir l'activité économique à travers des effets multiplicateurs, notamment en présence de rigidités nominales et de sous-utilisation des capacités productives.

D'autre part, les approches contemporaines mettent en évidence les effets inter-temporels de la politique budgétaire, en intégrant le rôle des anticipations et de la soutenabilité des finances publiques. Dans ce cadre, les ajustements budgétaires et les excédents peuvent produire des effets favorables sur la croissance en renforçant la crédibilité macroéconomique, en réduisant les primes de risque et en améliorant les conditions de financement de l'économie (Alesina et al., 2020 ; Woodford, 2021). Dans les économies fragiles et en développement, telles que la République démocratique du Congo, ces mécanismes sont fortement influencés par des contraintes structurelles, notamment la qualité des institutions, la capacité de mobilisation des ressources publiques et la stabilité macroéconomique. Ainsi, l'efficacité des soldes budgétaires dépend du cadre institutionnel et de la crédibilité des politiques publiques, ce qui justifie le recours à une analyse empirique contextualisée (Stiglitz, 2020).

La situation connue des théories keynésiennes traditionnelles anciennes renseigne que les excédents budgétaires qui se traduisent par des compressions des dépenses contreproductives amènent à une contraction de la demande globale. Celle-ci aura un effet

restrictif ou récessif impliquant le recul de la croissance d'une part et des pressions déflationnistes d'autre part, avec ses corollaires, perte l'emploi et l'accentuation de la pauvreté et des inégalités. Telle est la situation connue, en termes de thèse.

Cependant (Antithèse), l'étude des excédents budgétaires dégagés par les Danemark, Irlande, Norvège au cours des années 1980, a révélé des résultats contraires aux conclusions des théories keynésiennes anciennes. En effet, les excédents budgétaires ont donné lieu à des effets expansifs sur la production, et partant ont impulsé la croissance économique. D'après l'analyse de PAGANO-GIAVAZZI, si l'ajustement budgétaire est anticipé et lu par le secteur privé comme un signal que le gouvernement va assainir la gestion des finances publiques, les ménages renvoient à la hausse l'estimation de leur revenu permanent et augmentent leur consommation actuelle et prévue. Pour ces auteurs, l'augmentation de la confiance des consommateurs et des investisseurs, associée à un assainissement budgétaire, compense les effets keynésiens de baisse des dépenses et d'augmentation des impôts.

Les épisodes expansionnistes dans ces pays trouvent leurs explicatifs dans les 3 faits ci-après : les mesures de réallocation des dépenses en vue de l'amélioration de leur qualité ont exercé, dans un cadre de resserrement budgétaire des effets positifs sur la production ; d'où des excédents budgétaires expansionnistes pro- croissance ; les mesures d'assainissement budgétaires donnent des informations claires en termes de résomption d'inflation (signaux informationnel et allocatif) et partant d'une reprise plus forte de la croissance économique. Il s'ensuit l'ancrage de l'inflation sur un niveau plus faible, permettant plus de visibilité et partant plus de croissance économique et création d'emplois et baisse du chômage, et amélioration des conditions de vie de la population ; ces mesures induisent une modification du schéma de consommation et d'investissement privé, et une plus grande productivité des facteurs, il en résultera plus de croissance de l'activité économique.

1.2 Revue Empirique

La relation entre le solde budgétaire et la croissance économique a été largement étudiée dans la littérature empirique, avec des résultats souvent contrastés selon les contextes économiques, les périodes d'analyse et les méthodes économétriques utilisées. Dans les pays à faible revenu, plusieurs travaux montrent que les épisodes d'ajustement budgétaire sont associés à une amélioration de la croissance à moyen et long terme, notamment à travers l'augmentation de la productivité globale des facteurs et le renforcement de la confiance des investisseurs (Alesina & Perotti, 2020 ; IMF, 2021). Le rééquilibrage budgétaire peut également stimuler l'investissement privé, bien que les canaux de transmission diffèrent entre pays développés et pays en développement.

Sur le plan méthodologique, les études empiriques mobilisent principalement des données de panel couvrant plusieurs pays sur des périodes étendues (par exemple 1990-2020), combinant séries temporelles et dimensions transversales. Ces approches permettent de contrôler l'hétérogénéité non observée entre pays à l'aide de modèles à effets fixes ou aléatoires. Toutefois, elles sont confrontées à des problèmes d'endogénéité et de causalité bidirectionnelle, dans la mesure où la croissance économique influence également le solde budgétaire. Afin de corriger ces biais, plusieurs auteurs utilisent la méthode des moments généralisés (GMM), notamment les estimateurs en différences et en système (Arellano & Bond, 1991 ; Blundell & Bond, 1998), qui permettent d'obtenir des estimations robustes en présence de variables instrumentales.

D'autres travaux complètent ces approches par des régressions robustes pour limiter l'influence des valeurs extrêmes, ainsi que par des modèles structurels récursifs estimés par GMM, permettant de décomposer les effets directs et indirects des variables budgétaires sur la croissance économique (IMF, 2021). Par ailleurs, les méthodes de cointégration telles que FMOLS et DOLS sont largement utilisées dans les analyses en séries temporelles pour estimer les relations de long terme, en corrigeant les biais d'endogénéité et d'autocorrélation (Phillips & Hansen, 1990 ; Pedroni, 2001).

Dans le contexte spécifique de la République démocratique du Congo, les études empiriques restent limitées. L'étude de Batamba Balemba et al. (2024), couvrant la période 1980–2022, utilise un modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag) pour analyser la relation entre politique budgétaire et croissance. Les résultats montrent que les dépenses publiques exercent un effet positif et significatif sur le PIB à court et à long terme. Les auteurs mobilisent également la courbe d'Armey pour estimer la taille optimale de l'État, mettant en évidence l'importance de la composition et de la qualité des dépenses publiques dans la transmission des effets budgétaires à la croissance. Ces résultats confirment que l'efficacité de la politique budgétaire dépend non seulement de son orientation, mais également de sa structure et de son efficacité d'exécution.

2. Méthodologie, données et Cadre théorique

2.1 Cadre théorique

La relation entre SB^4 et CE^5 peut être analysée par l' : -Approche keynésienne traditionnelle où le déficit budgétaire constitue le moteur de la croissance. Dans l'approche keynésienne traditionnelle, issue des travaux fondateurs de John Maynard Keynes, la politique budgétaire joue un rôle central dans la stabilisation macroéconomique, en particulier lorsque l'économie fait face à une insuffisance de la demande effective. Le niveau de l'activité économique est déterminé par la demande globale, qui peut être formalisée comme suit :

(1)

$$Y = C + I + G + (X - M)$$

où Y représente le revenu national (PIB), C la consommation privée, I l'investissement, G les dépenses publiques, X les exportations et M les importations. Dans ce cadre, une augmentation des dépenses publiques financée par un déficit budgétaire accroît directement la demande globale et, par conséquent, la production. Cet effet est amplifié par le multiplicateur keynésien, défini comme :

(2)

$$K = \frac{1}{1-c}$$

où c représente pmc^6 L'impact total d'une variation des dépenses publiques sur le revenu s'exprime alors par $\Delta Y = k * \Delta G$. Ainsi, un déficit budgétaire peut stimuler significativement la croissance économique, notamment dans un contexte de sous-emploi des facteurs de production et de rigidités nominales (Keynes, 1936 ; Blanchard & Johnson, 2013). Appliquée en RDC de 2000 à 2024, cette approche suggère que le recours au

⁴ Solde budgétaire

⁵ Croissance économique

⁶ Pmc: la propension marginale à consommer.

déficit budgétaire peut constituer un instrument efficace de soutien à la croissance, en particulier lors des phases de ralentissement économique ou de chocs exogènes affectant la demande intérieure.

(3)

$$B_t = (1 + r)B_{t-1} + G_t - T_t$$

où B_t représente le stock de dette publique, r le taux d'intérêt réel, G_t les dépenses publiques et T_t les recettes fiscales ;

Cependant l'Approche néokeynésienne contemporaine, met en exergue l'excédent budgétaire. En effet, Un excédent budgétaire ($T_t - G_t$) permet de réduire la dette publique et d'améliorer la soutenabilité budgétaire à long terme. Cette amélioration renforce la crédibilité de la politique économique, réduit les anticipations inflationnistes et diminue les primes de risque, ce qui peut favoriser l'investissement privé et la croissance économique (Alesina & Perotti, 1995 ; Woodford, 2003). Dans des économies caractérisées par des contraintes institutionnelles et financières, comme la République démocratique du Congo, un surplus budgétaire peut également constituer un signal de discipline budgétaire et de bonne gouvernance, contribuant ainsi à créer un environnement macroéconomique stable et propice à une croissance durable.

2.2 Hypothèses de recherche

Sur la base de ces fondements théoriques, l'étude formule les hypothèses suivantes :

- H1 (hypothèse keynésienne) : Un déficit budgétaire a un effet positif sur la croissance économique en République démocratique du Congo sur la période 2000–2024.
- H2 (hypothèse nouvelle keynésienne) : Un surplus budgétaire favorise la croissance économique en République démocratique du Congo à travers l'amélioration de la crédibilité macroéconomique et de la soutenabilité des finances publiques.

2.3 Données et formulation du modèle

En s'inspirant de l'équation 1, le modèle empirique est spécifié de manière à relier le PIB à un ensemble de variables explicatives clés, notamment le solde budgétaire (SB), les investissements directs étrangers (IDE), la dette publique (DETTE) et le taux d'inflation (INF). Le solde budgétaire capte l'orientation de la politique budgétaire, tandis que les IDE représentent une composante essentielle de l'investissement global. La dette publique reflète les contraintes budgétaires inter-temporelles, et l'inflation constitue un indicateur de stabilité macroéconomique. La relation fonctionnelle peut ainsi être exprimée comme suit :

(4)

$$PIB_t = \beta_0 + \beta_1 SB_t + \beta_2 IDE_t + \beta_3 Dette_t + \beta_4 INF_t + \varepsilon_t$$

où ε est le terme d'erreur. Cette spécification permet d'évaluer empiriquement l'impact du solde budgétaire sur l'activité économique, tout en contrôlant les effets d'autres variables

macroéconomiques pertinentes. Les données utilisées⁷ couvrent la période 2000–2025 et proviennent de bases de données internationales reconnues, garantissant leur fiabilité et leur comparabilité. Pour évaluer l’effet du solde budgétaire sur la croissance économique, une approche classique consiste à considérer le solde budgétaire comme une variable continue dans un modèle de régression comme exprimée en Eq (4) où la croissance est exprimée en pourcentage du PIB et le solde budgétaire peut être positif (excédent) ou négatif (déficit). Le coefficient β_1 mesure l’effet moyen du solde sur la croissance : si $\beta_1 > 0$, un solde plus élevé ou excédentaire favorise la croissance, tandis que si $\beta_1 < 0$, un solde plus élevé freine la croissance. Cependant, dans le cas d’un déficit budgétaire (Solde Budgétaire < 0), un coefficient négatif ($\beta < 0$) peut générer un effet positif sur la croissance. En effet, le produit $\beta \times \text{Solde Budgétaire}$ devient positif $((-) \times (-) = +)$, indiquant que le déficit peut stimuler la croissance. Ce mécanisme est cohérent avec les théories keynésiennes selon lesquelles des dépenses publiques financées par l’emprunt peuvent soutenir l’activité économique, notamment en période de récession ou lorsqu’elles financent des investissements productifs.

L’interprétation par période repose sur le calcul de l’effet théorique annuel : chaque solde est multiplié par le coefficient estimé afin d’estimer son impact sur la croissance. Par exemple, avec $\beta = 0,5$, un déficit de 2 % du PIB réduit la croissance d’environ 1 point, tandis qu’un excédent de 2 % accroît la croissance d’un point. Cette approche permet de visualiser les tendances sur plusieurs années, en distinguant les périodes déficitaires des périodes excédentaires. Pour une évaluation plus fine, certains auteurs créent des variables distinctes “déficit” et “excédent”, ce qui permet de capturer les effets spécifiques de chaque type de solde sur la croissance et de mieux apprécier les variations sur le long terme.

Table 1 : Sources et définition des variables

Variable	Description	Source
PIB	Produit intérieur brut réel, indicateur de l’activité économique	BM (2022)
IDE(Invest Direct Etran)	Les entrées nettes d’IDE, mesurées selon la balance des paiements et exprimées en dollars américains courants	BM (2022)
SB	Solde budgétaire (% du PIB), mesure de la politique budgétaire	FMI (2022)
Dette	Dette publique (% du PIB)	BM (2022)
INF	Taux d’inflation annuel (%)	BM (2022)

BM : Banque Mondiale. Source : Tableau réalisé par l’auteur.

3. Méthodologie

La littérature empirique consacrée à l’analyse du lien entre le solde budgétaire et la croissance économique recourt fréquemment au modèle ARDL, en raison de sa grande flexibilité et de son aptitude à intégrer des variables d’ordres d’intégration différents. Ce

⁷ Pour traiter les données manquantes, cette étude applique des techniques d’extrapolation et d’interpolation afin d’assurer l’intégrité et la continuité des séries temporelles utilisées dans l’analyse.

cadre méthodologique permet notamment de distinguer les effets de court et de long terme, ce qui justifie son adoption dans de nombreuses études portant sur les économies en développement. Néanmoins, dans un contexte tel que celui de la République Démocratique du Congo, marqué par une instabilité macroéconomique prononcée et des risques d'endogénéité entre les variables — en particulier entre la croissance économique et le solde budgétaire —, l'utilisation de ce modèle présente certaines limites. En effet, l'ARDL ne traite pas explicitement les biais liés à l'endogénéité ni ceux associés à l'autocorrélation, ce qui peut compromettre la robustesse des estimations de long terme. Par conséquent, le recours à des approches économétriques plus rigoureuses, telles que les méthodes DOLS et FMOLS, apparaît nécessaire afin de renforcer la validité empirique des résultats.

Dans cette optique, la méthode FMOLS est privilégiée comme outil principal d'estimation, tandis que la méthode DOLS est mobilisée à titre de vérification de robustesse. Ces deux approches visent à produire des estimateurs cohérents de la relation de long terme en présence de séries non stationnaires mais cointégrées. Plus précisément, la méthode FMOLS opère une correction semi-paramétrique des biais d'endogénéité et d'autocorrélation, alors que la méthode DOLS⁸ incorpore des termes dynamiques supplémentaires afin de capter les ajustements de court terme. L'intérêt majeur de ces techniques réside dans leur capacité à isoler la relation structurelle entre le solde budgétaire et la croissance économique, en neutralisant l'influence des chocs transitoires. Leur application requiert toutefois le respect de certaines conditions fondamentales : les variables doivent être intégrées d'ordre un $I(1)$, l'existence d'une relation de cointégration doit être établie, et les résidus doivent être stationnaires, garantissant ainsi la fiabilité des inférences statistiques.

(5)

$$\hat{\beta}_{FMOLS} = (\sum_{t=1}^T (X_t - \bar{X})^2)^{-1} (\sum_{t=1}^T (X_t - \bar{X}) Y_t^*)$$

où Y_t^* représente la variable dépendante corrigée des effets d'endogénéité et d'autocorrélation, et X_t l'ensemble des variables explicatives incluant le solde budgétaire.

Cette équation montre que, contrairement à l'estimateur des moindres carrés ordinaires, la méthode FMOLS ajuste la variable dépendante afin d'éliminer la corrélation entre les régresseurs et le terme d'erreur. Concrètement, dans le cadre de cette étude, cela signifie que l'effet du solde budgétaire sur la croissance économique est estimé après correction des biais liés aux interactions simultanées entre les variables. Par exemple, si une amélioration du solde budgétaire influence la croissance tout en étant elle-même affectée par celle-ci, la méthode FMOLS neutralise ce biais pour fournir une estimation cohérente du coefficient de long terme. Ainsi, cette équation garantit que les paramètres estimés reflètent fidèlement la relation structurelle entre les variables, renforçant la robustesse et la crédibilité des résultats empiriques obtenus pour la RDC.

⁸ DOLS : Dynamic Ordinary Least Squares (Moindres carrés dynamiques (MCD))

4. Résultats

4.1 Résultats préliminaires

Figure 1 : Solde budgétaire

Figure 2 : PIB

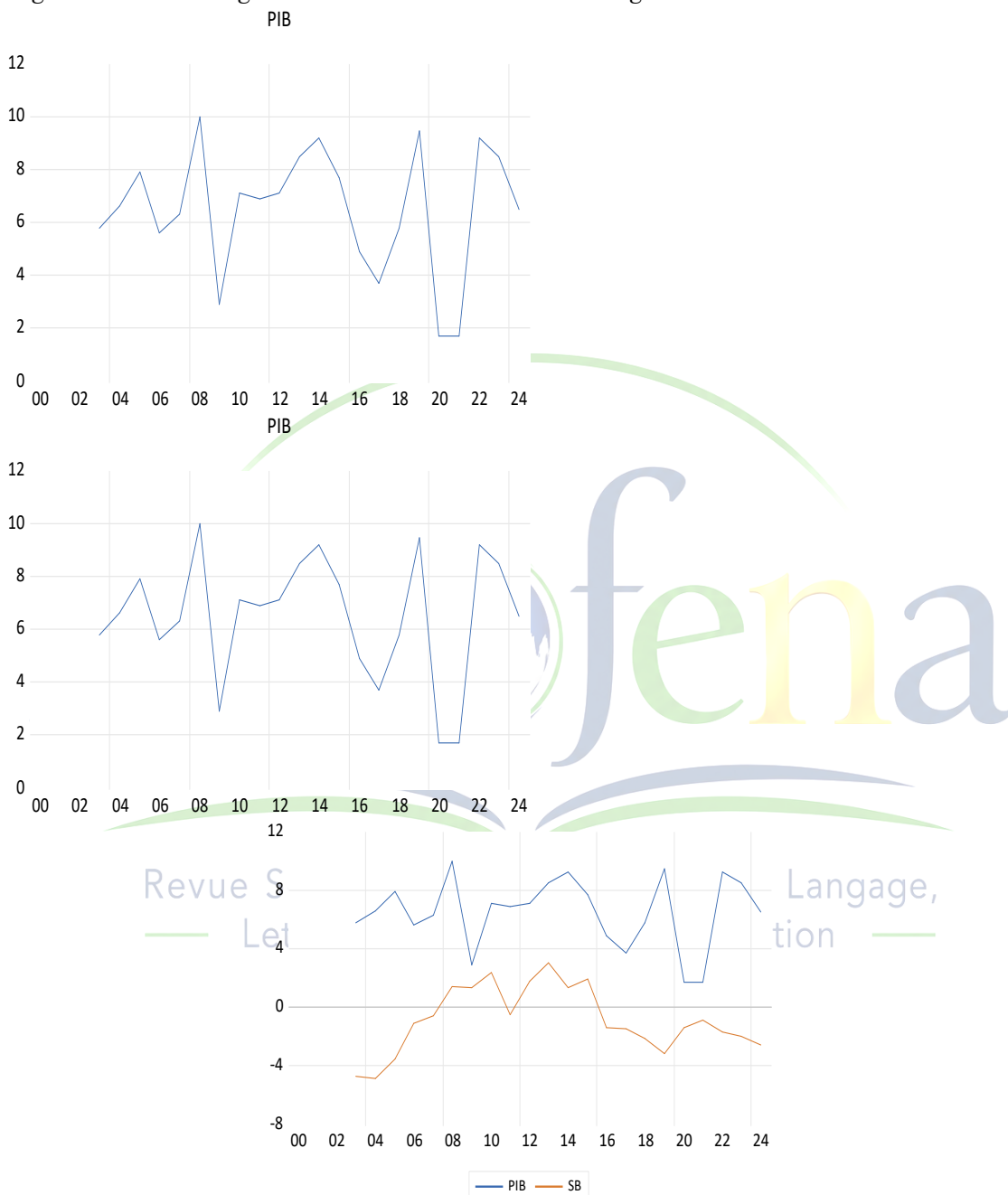


Figure 3 : PIB et Solde budgétaire. Source : graphiques réalisés par l'auteur.

Les graphiques présentés dans les Figures 1 à 3 permettent de visualiser l'évolution du solde budgétaire et du PIB en République démocratique du Congo sur la période étudiée. La Figure 1 met en évidence une forte volatilité du solde budgétaire, alternant entre déficits marqués et excédents limités. Cette instabilité reflète la sensibilité de la politique budgétaire aux chocs macroéconomiques et aux contraintes institutionnelles, et illustre une gestion budgétaire souvent irrégulière. La Figure 2, représentant le PIB, montre des cycles économiques distincts, avec des périodes de croissance soutenue suivies

de ralentissements significatifs. Ces fluctuations traduisent la vulnérabilité de l'économie congolaise aux variations des conditions internes et externes, ainsi que l'exposition aux facteurs conjoncturels qui influencent directement l'activité économique. Enfin, la Figure 3, qui superpose le PIB et le solde budgétaire, révèle une relation complexe et non linéaire entre ces deux variables. Si certaines phases d'amélioration du solde budgétaire coïncident avec des périodes de croissance économique, d'autres déficits importants semblent exercer un effet restrictif, ralentissant la croissance. Ces observations suggèrent que l'impact du solde budgétaire sur la croissance est fortement conditionné par le contexte macroéconomique et institutionnel, ce qui justifie l'analyse détaillée par périodes et renforce l'importance de la prudence dans l'élaboration des politiques budgétaires.



4.2 Résultats principaux

Les résultats issus de l'estimation à effet marginal constant présentés dans le Tableau 2, obtenus à l'aide de la méthode FMOLS, montrent l'impact à long terme (LT) des variables explicatives sur la croissance économique. Les coefficients estiment que le solde budgétaire (SB) exerce un effet positif et statistiquement significatif sur le PIB. Plus précisément, une augmentation de 1 % du solde budgétaire entraîne une hausse du PIB de 0,080 % à long terme, toutes choses égales par ailleurs. Ce résultat suggère qu'une amélioration de la position budgétaire contribue favorablement à la dynamique économique sur le long terme. Concernant l'inflation, le coefficient estimé est également positif et significatif à LT. Ainsi, une augmentation de 1 % de l'inflation est associée à une diminution du PIB de 0,053 %, indiquant qu'un niveau modéré d'inflation peut accompagner l'expansion économique durable.

Pour les investissements directs étrangers (IDE), les résultats révèlent un effet positif et significatif à long terme. Concrètement, une augmentation de 1 % des IDE entraîne une hausse du PIB de 0,137 %, soulignant le rôle déterminant des flux d'investissements étrangers dans la stimulation durable de la croissance. En revanche, la dette publique présente un effet négatif sur la croissance économique, avec une significativité au seuil de 10 % à LT. Cela implique qu'une augmentation de 1 % de la dette publique entraîne une réduction du PIB de 0,009 %, bien que cet effet reste relativement faible et moins robuste sur le plan statistique. En somme, ces résultats mettent en évidence que, à long terme, la croissance économique est positivement influencée par l'amélioration du solde budgétaire, l'inflation modérée et les investissements directs étrangers, tandis que la dette publique exerce un effet négatif d'ampleur limitée. L'utilisation de la méthode FMOLS permet de neutraliser les éventuels biais liés à la causalité inverse, assurant ainsi une estimation cohérente des coefficients de long terme. Pour vérifier la robustesse des résultats, cette étude utilise également la méthode DOLS (Dynamic Ordinary Least Squares) afin de comparer ses estimations avec celles obtenues par la méthode FMOLS. Les résultats présentés dans le Tableau 3 montrent que les estimations issues de la DOLS sont cohérentes avec celles obtenues par la FMOLS, confirmant ainsi la fiabilité des résultats à long terme.

Tableau 2 : Résultats avec effet marginal constant (FMOLS)

Variables	Coef	Probabilité
SB	0.080	0.001
INFL	-0.053	0.041
IDE	0.137	0.023
DETTE	-0.009	0.078

Source : Tableau réalisé par l'auteur.

Tableau 3 : Résultats avec effet marginal constant (DOLS)

Variables	Coef	Probabilité
SB	0.078	0.006
INFL	-0.056	0.045
IDE	0.124	0.031
DETTE	-0.007	0.080

Source : Tableau réalisé par l'auteur.

Tableau 4. Résultats par année (effet spécifique)

Année	Solde budgétaire	Effet spécifique
2000	-4.3	-0.344
2001	-4.6	-0.368
2002	-4.1	-0.328
2003	-4.7	-0,376
2004	-4.9	-0,392
2005	-3.5	-0,280
2006	-1.1	-0,088
2007	-0.6	-0,048
2008	1.4	0,112
2009	1.3	0.104
2010	2.4	0.192
2011	-0.5	-0.040
2012	1.8	0.144
2013	3	0.240
2014	1.3	0.104
2015	1.9	0.152
2016	-1.4	-0.112
2017	-1.5	-0.120
2018	-2.1	0.168
2019	-3.2	0.256
2020	-1.4	-0.112
2021	-0.9	0.070
2022	-1.7	-0.136
2023	-2	-0.160
2024	-2.6	-0.208

Noté que le signe négatif : Déficit ; le signe positif : excédent et effet spécifique⁹ = effet moyen¹⁰ * SB de chaque année. Source : Tableau réalisé par l'auteur.

Le Tableau 4 présente l'analyse des effets spécifiques annuels du solde budgétaire sur la croissance économique, tout en mettant ces fluctuations en perspective avec l'effet à long terme (LT) estimé par la méthode FMOLS. Les résultats révèlent une variabilité significative de l'impact annuel du solde budgétaire, principalement due aux fluctuations de ce dernier, tant en termes de signe que d'ampleur. Concernant le signe des effets, les années caractérisées par un excédent budgétaire présentent des effets positifs sur la croissance, comme observé notamment entre 2008 et 2010 ainsi qu'entre 2012 et 2015. Durant ces périodes, les effets spécifiques varient entre 0,104 et 0,240, traduisant une contribution favorable du solde budgétaire à la dynamique économique. À l'inverse, les périodes marquées par un déficit budgétaire sont associées à des effets négatifs, particulièrement visibles entre 2000 et 2007, en 2011, ainsi que de manière persistante de 2016 à 2024.

En termes de magnitude, l'impact annuel du solde budgétaire demeure globalement faible à modéré, l'effet positif le plus élevé étant enregistré en 2013 (0,240), tandis que les effets négatifs les plus marqués apparaissent en 2004 (-0,392) et 2019 (-0,256). Aucune valeur absolue ne dépasse 0,4, ce qui suggère que, malgré certaines fluctuations annuelles,

⁹ $\beta_1 \times SB_t \rightarrow$ l'effet spécifique (effet marginal / contribution annuelle) du solde budgétaire pour l'année t.

¹⁰ $\beta_1 = 0,08 \rightarrow$ l'effet moyen du solde budgétaire sur la croissance (PIB).

l'influence du solde budgétaire sur la croissance économique reste d'ampleur limitée. L'analyse de la dynamique temporelle met en évidence deux phases distinctes : la première, entre 2008 et 2015, correspond à une amélioration relative de la position budgétaire avec des effets positifs soutenus ; la seconde, à partir de 2016, reflète une dégradation du solde budgétaire, accompagnée d'effets négatifs quasi continus jusqu'en 2024. Ainsi, en considérant ces résultats dans la perspective du long terme, on observe que le solde budgétaire exerce un effet durable sur la croissance économique dont la direction dépend de sa position (excédentaire ou déficitaire), tandis que l'intensité de cet effet demeure modérée sur l'ensemble de la période analysée, en cohérence avec l'estimation FMOLS.

5. Discussion

Les résultats de l'estimation FMOLS à long terme (Tableau 2) montrent que le solde budgétaire (SB) exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique, tandis que l'analyse des effets spécifiques annuels (Tableau 3) révèle une variabilité interannuelle liée aux périodes d'excédent ou de déficit budgétaire. Concernant le solde budgétaire, l'analyse confirme que les périodes d'excédent budgétaire (2008–2015) sont associées à des effets positifs significatifs sur la croissance à long terme, soutenant l'hypothèse H2 issue de la nouvelle économie keynésienne. Sur le plan théorique, un surplus budgétaire réduit le stock de dette publique, améliore la soutenabilité intertemporelle des finances publiques et renforce la crédibilité macroéconomique, diminuant les anticipations inflationnistes et les primes de risque sur les marchés financiers (Alesina & Perotti, 1995 ; Woodford, 2003). Cette crédibilité accrue favorise l'investissement privé et la consommation, conformément au mécanisme de transmission théorique des politiques budgétaires durables. Dans le contexte de la RDC, un excédent budgétaire agit également comme un signal de discipline macroéconomique, crucial dans les économies caractérisées par des institutions fragiles et une forte volatilité des recettes publiques (Elbadawi & Kaltani, 2015).

À l'inverse, les périodes de déficit budgétaire (2003–2007, 2011, 2016–2024) présentent des effets négatifs sur la croissance, ce qui tempère l'hypothèse H1 selon laquelle un déficit financerait systématiquement la demande globale. Cette observation peut être expliquée par plusieurs facteurs : (i) un multiplicateur budgétaire limité, dû à des fuites vers l'épargne ou les importations et à l'insuffisance de capacité productive (Hemming et al., 2002) ; (ii) un rendement faible des dépenses publiques, les déficits ne générant pas de valeur ajoutée si les investissements publics sont inefficaces (Gupta et al., 2005) ; et (iii) des contraintes institutionnelles et financières, où des déficits prolongés augmentent la vulnérabilité macroéconomique et les coûts de la dette, réduisant l'effet expansionniste attendu (Reinhart & Rogoff, 2010). La magnitude limitée des effets (aucune valeur absolue $>0,4$) indique que, même si le solde budgétaire est significatif, son impact reste modéré, reflétant les contraintes structurelles de l'économie congolaise. Pour les investissements directs étrangers (IDE), les résultats à long terme révèlent un effet positif et significatif sur le PIB. Cependant, une part importante des IDE en RDC est orientée vers les secteurs extractifs, notamment les mines, où l'impact sur la croissance globale dépend fortement de la valeur ajoutée locale (World Bank, 2023). En effet, lorsque les IDE se limitent à l'extraction de ressources sans intégration dans l'économie domestique, le potentiel de stimulation de la production nationale reste faible. Ainsi, bien que

significatifs, les effets des IDE sont modérés et dépendent de la capacité de l'économie à capturer les retombées productives de ces investissements (Borensztein et al., 1998).

Concernant la dette publique, l'effet estimé à long terme est négatif et significatif, en cohérence avec la littérature sur les pays en développement où un niveau élevé de dette freine la croissance économique (Reinhart & Rogoff, 2010). En RDC, la dépendance à l'endettement pour financer les dépenses publiques, combinée à un faible rendement des investissements, limite l'effet productif des dépenses publiques et réduit l'espace de manœuvre budgétaire, confirmant une relation inverse entre dette et croissance (Gupta et al., 2005). Pour l'inflation, bien que le coefficient FMOLS soit positif, les observations empiriques et la littérature suggèrent que, dans les économies en développement comme la RDC, une inflation élevée et volatile freine la croissance. Des niveaux modérés d'inflation peuvent accompagner l'expansion économique, mais une inflation excessive érode le pouvoir d'achat, augmente le coût du crédit et crée de l'incertitude pour l'investissement et freine finalement la croissance économique (Fischer, 1993 ; Barro, 1995 ; B Michael 2009).

En synthèse, l'analyse à long terme révèle que :

- ❑ Les excédents budgétaires favorisent la croissance via la crédibilité macroéconomique et la soutenabilité des finances publiques (Alesina & Perotti, 1995 ; Woodford, 2003).
- ❑ Les déficits budgétaires ont un impact limité et parfois négatif, en raison de multiplicateurs faibles et de contraintes institutionnelles (Hemming et al., 2002).
- ❑ Les IDE contribuent positivement si les investissements génèrent de la valeur ajoutée locale, notamment hors secteurs extractifs (Borensztein et al., 1998).
- ❑ La dette publique exerce un effet négatif, reflétant la vulnérabilité financière et la faible efficacité des dépenses publiques (Reinhart & Rogoff, 2010).
- ❑ L'inflation doit être contenue à un niveau modéré (une inflation sous-contrôle) pour soutenir la croissance durable (Fischer, 1993 ; Barro, 1995, Bruno Michael 2009).

Ces résultats confirment l'importance de la soutenabilité budgétaire, de l'efficacité des investissements publics et de la qualité institutionnelle (*Daron Acemoglu, Simon Johnson et James A. Robinson tous prix Nobel en économie 2024 apportent leur contribution en termes du choix à opérer entre deux types d'institutions à savoir : les institutions extractives qui maintiennent les Etats dans l'extrême pauvreté ou les institutions inclusives qui favorisent la prospérité voire le développement des Etats. Tout est question du choix et de l'option à prendre*) pour stimuler la croissance économique durable en RDC.

Conclusion

L'analyse empirique à long terme, fondée sur la méthode FMOLS pour la période 200-2024, montre que la croissance économique en République démocratique du Congo est fortement influencée par la politique budgétaire, les investissements directs étrangers, la dette publique et l'inflation. Les périodes d'excédent budgétaire (2008-2015) contribuent positivement à la croissance, confirmant l'hypothèse de la nouvelle économie keynésienne selon laquelle un surplus budgétaire améliore la crédibilité macroéconomique, renforce la soutenabilité de la dette publique et favorise l'investissement privé (Alesina & Perotti, 1995 ; Woodford, 2003). À l'inverse, les périodes de déficit budgétaire (2003-2007, 2011 et 2016-2024) sont associées à des effets négatifs sur la croissance, ce qui nuance l'hypothèse keynésienne traditionnelle selon

laquelle un déficit budgétaire stimulerait systématiquement la demande globale (Hemming et al., 2002). La magnitude modérée des effets estimés (aucune valeur absolue supérieure à 0,4) suggère que l'impact du solde budgétaire reste limité par les contraintes institutionnelles et financières propres à la RDC. Les investissements directs étrangers exercent un effet positif et significatif à long terme, bien que leur impact dépende fortement de l'orientation sectorielle et de la valeur ajoutée générée localement. En particulier, les IDE orientés vers le secteur extractif, notamment les mines, contribuent moins directement à la croissance globale lorsque les retombées économiques locales restent limitées (Borensztein et al., 1998 ; World Bank, 2023). La dette publique apparaît comme un déterminant négatif de la croissance, confirmant que l'endettement élevé dans un contexte de rendement limité des dépenses publiques freine l'expansion économique (Reinhart & Rogoff, 2010). Enfin, l'inflation montre une relation complexe : un niveau modéré peut accompagner l'expansion économique, tandis que des pressions inflationnistes élevées peuvent réduire l'investissement et le pouvoir d'achat, limitant ainsi le potentiel de croissance (Fischer, 1993 ; Barro, 1995).

Dans l'ensemble, ces résultats soulignent que la croissance durable en RDC dépend d'une gestion budgétaire prudente, de l'efficacité des investissements étrangers, de la soutenabilité de la dette publique et de la stabilité macroéconomique. Pour soutenir cette dynamique, il apparaît essentiel de maintenir un solde budgétaire équilibré ou excédentaire, en réduisant les déficits prolongés afin de renforcer la crédibilité macroéconomique et de stimuler l'investissement privé. Les excédents budgétaires devraient être alloués à des investissements productifs, notamment dans les infrastructures et l'éducation, afin de maximiser leur effet multiplicateur sur l'économie. Il est également crucial d'optimiser les investissements directs étrangers (IDE) en encourageant ceux orientés vers des secteurs générant une forte valeur ajoutée locale, au-delà de l'extraction des ressources naturelles, et en développant des incitations pour le transfert de technologies et la création de chaînes de valeurs locales.

La gestion prudente de la dette publique constitue un autre levier essentiel : il convient de limiter l'endettement excessif, de renforcer la transparence dans la gestion des prêts et de prioriser le financement de projets publics à rendement économique direct. Parallèlement, la stabilisation de l'inflation doit être assurée grâce à une politique monétaire cohérente pour éviter des pressions inflationnistes élevées, en coordination avec la politique budgétaire, afin de protéger le pouvoir d'achat et l'investissement privé. Le renforcement de la gouvernance et des institutions, par l'amélioration de la transparence et de la reddition de comptes ainsi que le développement de mécanismes de suivi et d'évaluation des dépenses publiques, constitue un facteur déterminant pour accroître l'efficacité des politiques économiques et favoriser la croissance.

L'étude présente néanmoins certaines limites. Elle repose sur des données macroéconomiques agrégées, ce qui restreint l'analyse sectorielle précise des IDE ou de la composition détaillée des dépenses publiques. Les mesures de croissance utilisées, basées sur le PIB réel, ne capturent pas entièrement les dimensions non économiques du développement, telles que l'emploi ou les inégalités. De plus, la qualité et la disponibilité des données en RDC peuvent introduire des biais ou des imprécisions, en particulier pour les périodes marquées par des crises ou des instabilités institutionnelles. Enfin, le prochain travail de recherche se focalisera sur l'effet des investissements directs étrangers sur la croissance économique en RDC, en distinguant les secteurs extractifs et non extractifs, afin de mieux comprendre comment la valeur ajoutée locale influence l'impact

des IDE sur le développement économique. Cette étude intégrera également des variables institutionnelles et de gouvernance pour évaluer le rôle des facteurs structurels dans la transmission des IDE à la croissance.

Références bibliographiques

- Alesina, A., & Ardagna, S. (2010). *Large changes in fiscal policy: Taxes versus spending*. In J. R. Brown (Ed.), *Tax Policy and the Economy* (Vol. 24). University of Chicago Press.
- Alesina, A., & Perotti, R. (1995). Fiscal expansions and adjustments in OECD countries. *Economic Policy*, 10(21), 205–248.
- Alesina, A., & Perotti, R. (2020). Fiscal policy and economic growth: Evidence from developing countries. *Journal of Economic Perspectives*, 34(2), 45–68.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data. *Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297.
- Banque mondiale. (2022). *World Development Indicators: Democratic Republic of the Congo*. Washington, DC: World Bank.
- Barro, R. J. (1995). Inflation and economic growth. *NBER Working Paper No. 5326*.
- Batamba Balemba, J., et al. (2024). Impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en RDC. *Revue Repères et Perspectives Économiques*, 8(1).
- Blanchard, O., & Johnson, D. R. (2013). *Macroeconomics* (6th ed.). Pearson.
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115–143.
- Borensztein, E., De Gregorio, J., & Lee, J.-W. (1998). How does foreign direct investment affect economic growth? *Journal of International Economics*, 45(1), 115–135.
- Elbadawi, I., & Kaltani, L. (2015). Macroeconomic policies and growth in fragile economies: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 24(5), 635–664.
- Elbadawi, I., & Kaltani, L. (2021). Macroeconomic policies and long-term growth in fragile economies. *Journal of African Economies*, 30(3), 255–278.
- Fischer, S. (1993). The role of macroeconomic factors in growth. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 485–512.
- Fonds monétaire international (FMI). (2021). *Fiscal Monitor*. Washington, DC: IMF.
- Fonds monétaire international (FMI). (2023). *Democratic Republic of the Congo: Staff Report for the Article IV Consultation*. Washington, DC: IMF.
- Gupta, S., Clements, B., Baldacci, E., & Mulas-Granados, C. (2005). Fiscal policy, expenditure composition, and growth in low-income countries. *Journal of International Money and Finance*, 24(3), 441–463.
- Hemming, R., Kell, M., & Schimmelpfennig, A. (2002). Fiscal policy and economic growth: Cross-country evidence. *IMF Working Paper WP/02/182*.
- Mankiw, N. G. (2021). *Principles of Economics* (9th ed.). Boston: Cengage Learning.
- Pedroni, P. (2001). Purchasing power parity tests in cointegrated panels. *Review of Economics and Statistics*, 83(4), 727–731.
- Phillips, P. C. B., & Hansen, B. E. (1990). Statistical inference in instrumental variables regression with I(1) processes. *Review of Economic Studies*, 57(1), 99–125.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2024). *Rapport sur le développement humain 2024*. New York: PNUD.

- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review Papers & Proceedings*, 100(2), 573–578.
- Stiglitz, J. E. (2020). *People, Power, and Profits: Progressive Capitalism for an Age of Discontent*. New York: W.W. Norton & Company.
- Woodford, M. (2003). *Interest and Prices: Foundations of a Theory of Monetary Policy*. Princeton University Press.
- Woodford, M. (2021). *Interest and Prices: Foundations of a Theory of Monetary Policy* (2nd ed.). Princeton: Princeton University Press.
- World Bank. (2023). *Foreign direct investment, net inflows (% of GDP) – Democratic Republic of the Congo*. Washington, DC: World Bank.

